

d'un capital précieux au départ et historiquement ineffaçable : l'existence d'une avant-garde révolutionnaire dont la tactique et la stratégie s'étaient révélées justes avant la prise du pouvoir, et plus important encore *après* la prise du pouvoir en refusant tout compromis avec l'impérialisme et en se proclamant révolution socialiste en 1961, précisément au moment où les Américains débarquaient à Playa Giron.

C'est de cette situation qu'il faut partir pour comprendre l'évolution de la révolution cubaine ; son authenticité devait lui permettre (comme pour la Chine d'ailleurs) de garder une certaine indépendance face au « camp socialiste » en dépit de l'aide économique considérable de l'Union soviétique ; les critiques adressées aujourd'hui à la direction soviétique par le P.C. cubain ainsi que la rupture avec le P.C. vénézuélien ont été précédées de crises nombreuses tant sur le plan intérieur (démêlés avec les anciens communistes cubains) que sur le plan extérieur au travers de polémiques voilées avec l'U.R.S.S.

Un passé chargé La construction du Parti

Après la prise du pouvoir en 1959, la rupture de fait qui intervient dès 1960 avec les U.S.A. amène la direction cubaine à se tourner vers l'U.R.S.S. pour contrecarrer le blocus américain ; les problèmes de la construction du socialisme se posent de manière ardue, non seulement parce que les difficultés économiques sont grandes étant donné le sous-développement de l'île et son isolement, mais aussi parce que la nécessité d'un parti se fait sentir pour mener à bien les tâches de la période de transition. Ce parti, que peut-il être ? L'avant-garde révolutionnaire qui a été le pivot, le moteur de la lutte et l'auteur de la victoire ? Une première raison s'y oppose : le « 26 Juillet » n'est pas un parti structuré de type bolchevik ; deuxièmement, le Directoire du 13 mars (organisation étudiante qui a lutté contre la dictature de Batista) doit être une des composantes de ce parti ; troisièmement, reste le P.S.P. (parti communiste) : il est discrédité aux yeux du peuple mais c'est pour l'Union soviétique une garantie car il fait partie de la « famille ». Compte tenu de cette situation, l'embryon du parti révolutionnaire englobe les trois mouvements dans les O.R.I. (Organisations Révolutionnaires Intégrées). La coexistence était dès le début difficile ; il eût fallu pour qu'elle soit viable que le P.S.P. fût autre chose que ce qu'il était. Très vite ses antécédents historiques l'amènent à tenter d'imposer dans les O.R.I. des méthodes bureaucratiques et stalinienne que Fidel Castro qualifia gentiment de « sectaires » ; la cooptation des cadres, l'éloignement des postes de direction de combattants de la Sierra, amènent la crise ; elle éclate en 1962 et se termine par le limogeage de Anibal Escalante, dirigeant du P.S.P. qui prend l'avion pour Moscou ; les O.R.I. sont mortes, le

(Parti Communiste) écrivait : « Nous répudions les méthodes *putschistes* de l'action entreprise à Santiago de Cuba et à Bayamo pour s'emparer des deux postes militaires, comme étant des tentatives *aventurières* propres à des *factions bourgeoises*. L'héroïsme déployé par les participants à cette action est factice et stérile, inspiré qu'il est par des concepts bourgeois erronés. » (*Daily Worker*, 5 août 1953.)

P.U.R.S. (Parti Uni de la Révolution Socialiste) est né ; la construction du Parti n'est pas au bout de ses peines.

De cette première expérience, la direction fidéliste tire une leçon : le futur parti cubain doit être un *parti d'avant-garde, minoritaire, qui regroupe les meilleurs éléments du prolétariat agricole ou urbain* et qui soit profondément lié aux masses pour éviter sa sclérose ; des assemblées d'usine, *des assemblées populaires sont réunies qui choisissent les travailleurs les meilleurs*, les futurs membres du parti ; à la base le processus vise à supprimer le « noyautage » des anciens communistes pour garantir la « pureté » du parti, mais à la direction le problème reste entier : les vieux staliniens sont toujours présents et ils ont des responsabilités importantes ; le procès Marcos Roldríguez provoque une nouvelle crise et précipite une nouvelle étape : la dénonciation de jeunes révolutionnaires à la police de Batista pendant la lutte contre la dictature met en cause d'anciens communistes accusés d'avoir couvert cette trahison ; peu après le procès, Joaquim Ordoqui, membre de la direction du Parti, haut responsable des forces armées est destitué de son poste ainsi que sa femme Edith García Buchaca, dirigeante du Conseil de la Culture ; ils étaient tous deux membres du P.S.P., aujourd'hui, on ne sait rien d'eux, sinon qu'ils sont probablement en prison ; la rumeur publique les accuse de haute trahison et même de complicité avec la C.I.A. ; leur procès n'a pas eu lieu, vraisemblablement parce qu'il implique des accusations trop graves pour l'ancien P.C. que l'actuelle direction ne juge pas opportunes. En 1965, un an après, le P.U.R.S. prend le nom de Parti Communiste Cubain (P.C.C.) ; le Bureau politique est en majorité fidéliste ; en 1966, le Congrès des syndicats écarte de sa direction le vieux dirigeant P.S.P., Lazaro Peña ; enfin, en 1967, la revue théorique « Cuba Socialista » suspend sa parution sur proposition du Bureau politique du P.C.C. : elle était dirigée par Blas Roca et quelques autres vieux staliniens. Ainsi peu à peu, tous les anciens staliniens sont écartés ; cette évolution ne s'est pas faite de façon linéaire ; l'ex-P.C. n'a pas été mis au banc des accusés et l'on a célébré en 1965 son 40^e anniversaire avec faste ; mais les Cubains ont tiré de cette expérience des conclusions plus générales ; nous pensons que les éditoriaux de « Granma » sur la bureaucratie sont entre autres le résultat de cette expérience concrète.

L'évolution des rapports avec l'U.R.S.S.

La crise des Caraïbes en 1962, les transactions et les accords entre Khroutchev et Kennedy décidés sans l'avis des Cubains amenèrent Fidel Castro à proclamer publiquement que des divergences s'étaient manifestées entre l'U.R.S.S. et Cuba ; pour le gouvernement révolutionnaire, il faut sauvegarder la paix mais pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix. Or les accords Kennedy-Khroutchev entérinaient le droit pour les U.S.A. de décider des armes qu'un petit pays peut ou ne peut pas posséder ; le règlement entre les deux grands faisait bon marché de la souveraineté cubaine. Cette crise des Caraïbes, rappelée par Che Guevara dans sa lettre de démission, a été pour les Cubains une leçon : il est des événements historiques qui ont presque force de loi : depuis, se sentant les mains libres à la suite du retrait pra-